

Sommaire

1. Edito
2. La notion de ville durable dans les pays du Sud : une approche conceptuelle
3. Projets d'éco-quartiers dans le monde arabe méditerranéen : apprentissages et limites
4. Une vision internationale des villes durables
5. Villes de deltas et développement durable, un enjeu mondial
6. Paris et Rio de Janeiro, une coopération urbaine Nord / Sud placée sous le signe du "durable"
7. En bref
7. Publications



Une rue de Mumbai (Inde). Photo de X. Crépin

Villes du Sud et développement durable

Dans sa déclaration finale, "L'avenir que nous voulons", adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, la conférence RIO+20 de juin 2012 a doté les villes d'une légitimité incontestable dans l'agenda international du développement durable. Elle a promu la planification territoriale à long terme et elle a encouragé la mobilisation des autorités et des acteurs locaux dans la maîtrise de la croissance urbaine. Privilégiant les partenariats, elle a invité tous les professionnels des villes à s'associer à cette ambition. C'est dans cet esprit que "AdP-Villes en développement" a organisé sa journée d'échanges 2012 autour du thème "Villes durables, une approche opérationnelle pour les villes du Sud".

Les exemples et les expériences présentés lors de cette journée ont permis de mettre en question le concept de "développement durable" en s'intéressant aux conditions concrètes de sa mise en œuvre dans les villes du Sud. Les grands défis auxquels celles-ci sont confrontées ont été jusqu'ici le plus souvent traités de manière très sectorielle, au détriment d'approches globales et transversales qui nécessitent la révision de leurs outils de planification et la refondation de leur gouvernance. Dans les villes du Sud comme dans les villes du Nord, il faut changer de méthode et intégrer dans une même réflexion les ressources économiques et matérielles du territoire, son organisation spatiale, son environnement physique et naturel et les interactions concrètes entre les espaces urbanisés et les sites d'extension.

Comme le souligne Youssef Diab dans sa contribution, il existe des différences importantes entre nord et sud. Au nord, les villes ne croissent plus guère et l'accent est mis sur la résilience. Les politiques publiques s'efforcent d'y anticiper l'impact des perturbations futures afin d'en atténuer les effets. Dans les villes du Sud en croissance rapide, il s'agit d'accueillir en grand nombre des populations nouvelles, ce qui nécessite d'accompagner les acteurs locaux dans des politiques d'extension urbaine et d'inclusion sociale adaptées aux moyens des futurs habitants.

Au nord comme au sud, les "villes durables", doivent associer une planification résiliente, qui

permet de résister aux catastrophes et une gestion inclusive qui assure l'accueil de tous les habitants. Pour y parvenir, la communauté internationale s'est dotée en 1976 d'une agence spécialisée, devenue ONU Habitat, qui a progressivement élaboré des principes d'action pour un développement urbain durable. Ce sont ces principes qui inspirent la "Campagne urbaine mondiale" (WUC) lancée au Forum urbain mondial de 2010 afin de mobiliser toutes les parties prenantes, Etats, collectivités territoriales, acteurs économiques, habitants et ONG pour construire des villes plus durables. Ils sont ici rappelés par Christine Auclair, responsable de la WUC à l'agence onusienne.

Les deltas de fleuve offrent un terrain privilégié pour mettre en œuvre ces recommandations. Vincent Rotgé le rappelle en mettant en lumière les conflits d'usage parfois aigus qui se posent dans les villes de deltas, qui sont à la fois très densément peuplées et abritent des richesses naturelles exceptionnelles.

La ville durable ne doit toutefois pas se réduire à un slogan ou devenir un simple argument commercial. Pierre-Arnaud Barthel nous alerte sur ce danger à partir de l'exemple des nombreux projets d'éco-quartiers qui fleurissent actuellement dans les villes arabes.

La coopération décentralisée offre un cadre efficace pour partager les bonnes pratiques en matière de développement urbain durable. André-Marie Bournon, directeur-adjoint de l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), en propose une bonne illustration à partir de l'exemple de la coopération urbaine entre Paris et Rio de Janeiro.

Le défi de la ville "durable" est aujourd'hui lancé sur tous les continents et la Journée AdP 2012 a permis d'en offrir quelques illustrations... Au nord comme au sud, ce défi ne sera relevé qu'en prenant en compte la spécificité des situations, en exploitant les savoirs faire locaux et en favorisant l'échange d'expériences. ■

Marcel BELLIOU et Xavier CRÉPIN

Association de professionnels "
AdP-Villes en développement"
www.ville-developpement.org

La notion de ville durable dans les pays du Sud

Une approche conceptuelle

Youssef DIAB

Youssef.diab@univ-mlv.fr

Présentée comme la panacée pour résoudre les problèmes économiques, sociaux et environnementaux, le développement urbain durable s'est imposé comme nouveau modèle urbanistique moderne. Youssef DIAB, directeur du Laboratoire de génie urbain, environnement et habitat à l'Université de Marne la Vallée et professeur à l'École des ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP), met ici en évidence la double exigence de la ville durable, fondée sur "la résilience" et sur "l'inclusivité".

La diversité des termes utilisés pour se référer au développement urbain durable – ville fertile, ville rêvée, éco-ville, éco-cité, villes à vivre – témoigne d'une convergence des volontés, des intentions et surtout des modes de penser la ville moderne, mais aussi de la difficulté à conceptualiser les enjeux et les bonnes pratiques du développement durable sur les territoires urbains, en particulier pour les villes du Sud. Ce travail doit prendre en compte des éléments spécifiques issus des observations territoriales mais surtout de retours d'expériences vécues et partagées dans les grandes métropoles du Sud.

Le développement durable a traditionnellement une dimension sociale, une dimension économique et une dimension environnementale, sans parler du pilier culturel trop souvent occulté. Malgré une utilisation exponentielle de la notion de ville durable, les questions posées dans ce cadre restent encore largement sujettes à controverses.

Les enjeux cristallisés autour des réseaux urbains sont ainsi particulièrement significatifs. L'approche traditionnelle du génie urbain proposée dans les années 1980 et l'approche durable de la ville ne posent pas les mêmes questions et ne prennent pas en compte les mêmes finalités sociétales. Les enjeux en termes de réseaux de gros diamètre en offrent une bonne illustration. Le réseau d'assainissement d'une ville se structure autour de collecteurs principaux qui collectent les eaux usées pour les amener à l'extérieur de la ville. Du coup les flux passent dans des "tuyaux cachés" pour ne pas perturber l'espace public et les usagers. Si l'on considère l'approche de ville durable, le questionnement est décalé : il s'agit d'envisager des solutions au niveau local. L'enjeu n'est plus de collecter les eaux usées et de les amener hors du territoire urbain pour les traiter ailleurs, mais bien au contraire d'envisager la mise en œuvre de solutions opérationnelles, comme par exemple des unités d'épuration au sein même de la ville.

La notion de densification est souvent mal comprise dans les pays du Sud et considérée comme synonyme de solutions pour les pauvres ou d'une approche anti développement. La question reste ouverte et les réponses sont loin d'être connues d'avance. Comment concilier développement et réduction de la pauvreté avec les mêmes temporalités et par les bons acteurs locaux et même internationaux ? Globalement, l'une des questions majeures qui se pose dans ce contexte est celle de l'application de ces principes (que l'on tente de mettre en place dans les villes européennes) dans les pays du Sud.

Dans le même ordre d'idées la multiplication des outils d'aménagement interroge sur la pertinence des solutions mises en œuvre. Les "éco-cités, les éco-quartiers, la croissance verte" et autres expressions durables se multiplient, ne proposant toutefois le plus souvent qu'une approche technique et technologique aux problèmes identifiés.

Ces solutions alimentent la course à la technologie dans l'approche des villes durables. Face à cette demande technologique, la notion d'espace, et en particulier d'espace public, est reléguée au second plan, alors même qu'elle devrait demeurer centrale dans la gestion urbaine.

Résilience et inclusivité

Au nord :

une ville résiliente ?

Les scientifiques prédisent un réchauffement climatique pour les années à venir. Pour faire face à ce changement majeur, voire pour freiner la hausse des températures, il s'agit d'imaginer à une large échelle un système qui en réduise les effets. On peut ainsi envisager d'étendre les surfaces boisées. Si certaines terres agricoles sont transformées en forêts, les températures pourraient baisser d'environ deux degrés et les épisodes de canicule diminuer. Dans ce cas, des aménagements sont prévus pour anticiper des événements futurs : on peut alors parler de ville résiliente, c'est-à-dire capable de faire face à une perturbation voire de réduire ou d'annuler, grâce à des aménagements spécifiques, les effets néfastes d'un événement programmé.



Au sud :

une ville inclusive ?

Dans les villes du Sud, les problématiques se posent souvent différemment.

L'étendue des quartiers informels et précaires où se concentrent des populations en situation de grande pauvreté, interroge sur la

capacité des villes à inclure l'ensemble de leur population. Dans cette perspective les pratiques locales pour l'aménagement et l'urbanisme privilégient la concertation entre les acteurs et la consultation des habitants et les projets de développement économique local.

Par ailleurs, certaines villes présentent des caractéristiques fortes et sont exposées à des risques naturels importants. Dans ces conditions est-il possible d'envisager une ville durable ? Des stratégies ambitieuses

peuvent être mises en place sur la base de concertation avec les habitants.

Enfin, à notre avis, une ville moderne du Sud doit concilier sur le plan stratégique une planification résiliente intégrant la protection et l'adaptation, en particulier au changement climatique, et une gestion inclusive permettant de maximiser les ressources présentes sur un territoire. La conjugaison de ces deux approches peut rendre, peut-être, les villes du Sud plus durables. ■

Projets d'éco-quartiers dans le monde arabe méditerranéen : apprentissages et limites

Pierre-Arnaud BARTHEL Institut français d'urbanisme, LATS UMR 8134

pierre-arnaud.barthel@enpc.fr

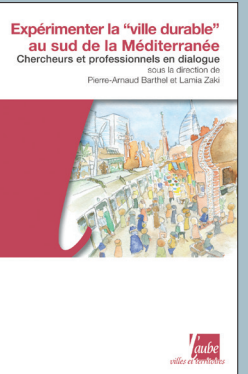
Au cours des cinq dernières années, des projets affichés comme "éco-quartier", ou "quartier durable" ont été lancés dans plusieurs pays arabes, principalement dans les métropoles, mais pas exclusivement (Sindibad à Casablanca, Eastown/Westown au Caire, quartier du stade à Kélibia en Tunisie). Les développeurs (souvent privés) affichent donc certains de leurs projets urbains sous cette étiquette, et la diffusion du "durable" commence à se traduire par petites touches : système mutualisé de climatisation, études bio-climatiques accompagnant l'implantation des programmes immobiliers, gestion plus différenciée des espaces ouverts, retour à la densité,...

Sans rentrer dans l'évaluation qui a été faite sur un panel d'études de cas, l'urbanisme durable dans le monde arabe méditerranéen peut être appréhendé comme une nouvelle niche dont les aménageurs, mais également les pouvoirs publics, saisissent bien le potentiel pour tester de nouvelles manières de

faire, répondre à des possibilités de financements (issus de la coopération étrangère) sur l'énergie, les déplacements, l'habitat écologique. L'élaboration des premiers éco-quartiers ne représente cependant qu'un des visages possibles d'un urbanisme innovant pour les pays. Et trois limites sont ici évidentes. Tout d'abord, cet

urbanisme est très dépendant de l'expertise et de modèles étrangers pas toujours adaptés ; ensuite, il est très focalisé sur la seule performance environnementale, peu fondé sur l'évolution des pratiques quotidiennes et des modes de vie, et très rarement articulé à des objectifs de mixité sociale et de solidarité ; enfin, il cible dans

certain cas uniquement des classes aisées bénéficiaires, à l'image d'ailleurs de certaines expériences pionnières d'Europe du Nord des années 1990, et alors même que l'on peut douter de l'existence d'une bourgeoisie "écologique" dans les pays de la région encore peu désireuse de limiter l'usage de ses climatiseurs et de ses voitures. ■



1 - Les contraintes du Bulletin ne permettent pas de restituer ici toute la richesse des interventions et nous recommandons au lecteur de poursuivre sa recherche documentaire en retrouvant présentations ou articles individuels sur le site www.ville-developpement.org.

Pour aller plus loin : BARTHEL, Pierre Arnaud, ZAKI, Lamia (dir.), 2011, *Expérimenter la 'ville durable' au sud de la Méditerranée, La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube, 345 p.*

Une vision internationale des villes durables

Christine Auclair

Christine.auclair@unhabitat.org

La troisième conférence des Nations unies sur les établissements humains, Habitat III se tiendra en 2016.

Sa préparation va permettre de faire un bilan et de s'interroger sur l'avenir urbain et l'apport de la ville "durable".

Christine AUCLAIR, responsable à ONU-Habitat de la Campagne urbaine mondiale, connaît les défis que pose à l'urbanisation du monde le principe de "durabilité". Elle nous en rappelle ici les enjeux...

Depuis le premier sommet de la terre (1992), la ville durable constitue la notion centrale qui porte la réflexion sur la ville. Le dernier sommet de Rio l'a érigée au cœur des enjeux de développement : elle témoigne d'une vision positive de l'urbanisation et de la reconnaissance de la ville comme donnée incontournable pour guider notre avenir.

Cependant, nous sommes aujourd'hui loin de l'enthousiasme du premier grand débat mondial sur la ville (Vancouver – 1976). Temps de tous les possibles, cette première conférence des Nations unies sur les établissements humains avait permis aux activistes et professionnels, aux humanistes et aux pragmatiques, de débattre et ainsi de faire naître une prise de conscience internationale sur l'importance des "établissements humains" dans les enjeux de développement.

On s'interroge alors sur la ville, définie, dessinée et produite par l'État, porteur de rationalité et de modernité. Néanmoins, les principes de l'urbanisme moderne sont battus en brèche pour la première fois dans les instances de l'ONU. On s'inquiète sur la croissance de l'habitat spontané et des bidonvilles et l'incapacité des États à répondre

aux besoins essentiels des populations. Le texte final (déclaration de Vancouver) porte sur l'amélioration de la qualité de la vie, la redistribution équitable des bénéfices du développement, la nécessité de planifier la ville pour réduire les disparités. Le logement et les services de base sont considérés comme des droits humains fondamentaux.

Vingt ans plus tard, en 1996, les enjeux environnementaux et de participation marquent l'organisation d'Habitat II à Istanbul. Le sommet de Rio en 1992 a introduit le développement durable, ainsi que l'importance des enjeux locaux et des processus participatifs. La ville se place alors au cœur du dispositif (Agendas 21 locaux) ; la gouvernance locale s'affirme au service du développement durable. Ainsi s'amorcent une réflexion sur la ville durable et par là-même une complexification des débats sur les enjeux urbains. Dès lors, l'heure est au bilan : les crises urbaines s'amplifient et très peu d'États disposent de politiques et d'instruments adéquats.

La déclaration d'Istanbul marque de réelles avancées en matière de droit au logement et de reconnaissance des partenaires, et en particulier des collectivités locales. La "ville durable" de-

vient l'objet de démarches intégrées à des dispositifs nationaux. Le programme "Cités durables" de la conférence des Nations unies sur l'environnement humain (CNUEH) est emblématique de cette lame de fond. Mais ces approches s'avèrent souvent des mécanismes limités et accessoires des politiques environnementales, alors que l'urbanisation s'accélère.

Nous sommes désormais à l'heure des bilans lucides, face à toutes les crises qui font et défont la ville, mais aussi face aux solutions qu'elle suscite. On s'interroge sur la durabilité des écosystèmes et sur les impacts de l'urbanisation, dans un climat d'incertitudes. La ville se fait menace, appelant à la rescousse urbanistes, démographes, environnementalistes et économistes. Mais elle est aussi lieu de résidence, bastion de survie et espace potentiel d'une reconstruction raisonnée et garante d'un développement durable. Repenser la ville, renégocier l'espace et sa production, sont les enjeux à articuler aux négociations en cours sur le développement durable.

"Les conditions actuelles de l'urbanisation ne sont plus "durables" ni pour nos sociétés, ni pour l'économie, ni pour l'environnement"

proclament les partenaires de la Campagne urbaine mondiale dans leur Manifeste pour la ville présenté à Naples en 2012 (6ème édition du Forum urbain mondial). "Mais l'urbanisation est une force positive (...) et ouvre des possibilités aussi riches que complexes pour un avenir 'durable' et partagé". Ce Manifeste est l'acte fondateur d'un mouvement pour un plan mondial pour la ville, guidé par la responsabilité environnementale, une planification et les principes d'équité et d'égalité.

Le retour à la planification, aux modèles de requalification et de reconquête urbaine pour capitaliser sur l'avantage urbain, en misant sur les bénéfices de spatialités raisonnées et modélisées, et en s'appuyant sur des modèles économiques innovants, semblent les nouveaux axes pour une pensée positive sur la ville. Les grands chantiers d'ONU-Habitat s'inscrivent dans ce cadre, avec deux axes clés de mise en œuvre : le renforcement des politiques urbaines nationales et la planification des extensions de villes.

Depuis Istanbul, on a vu la montée en puissance des villes ; les associations mondiales d'autorités locales négocient désormais face aux États. Rio+20



Photo de C. Auclair

offre une nouvelle ouverture sans précédent pour les villes dont le positionnement s'est renforcé dans le texte négocié de

"L'avenir que vous voulez", qui appelle, grâce à de nouveaux partenariats, à la mise en œuvre d'une stratégie mondiale

en terme d'urbanisme. La ville durable s'affirme comme un enjeu central des politiques environnementales.

À l'aube d'Habitat III, comment vont se positionner les différents "partenaires" pour aborder ensemble la ville "durable" ? De profondes mutations restructurent les équilibres régionaux, les gouvernements voient leur champ décisionnel se restreindre face à des autorités locales ou une société civile (stimulée par les réseaux sociaux) qui s'affirment, un secteur privé innovant et pro-urbain en proie aux crises financières. Le contexte est plus que jamais porteur de solutions que les partenaires de la ville doivent saisir. ■

Villes de deltas et développement durable, un enjeu mondial

Vincent ROTGÉ, urbaniste, consultant auprès d'organismes internationaux (notamment Banque Mondiale) et professeur associé temporaire (PAST) à l'Université de Tours
vincent.rotge@wanadoo.fr

L'aménagement des deltas - zones densément peuplées, creusets de civilisations prestigieuses et espaces naturels d'une très grande biodiversité - a de tout temps réclamé de formidables capacités d'adaptation. Vincent ROTGÉ, a travaillé sur de nombreux projets de développement situés dans les zones de Delta, au Mali (delta du Niger) et au Bangladesh (delta du Bengale). Il livre ici les réflexions issues de ces expériences.

Un premier danger menace les deltas : l'assèchement et la disparition des zones humides qui assurent l'écrêtement des crues et la régulation des eaux pluviales. Bien d'autres éléments sont cependant à prendre en compte. Les zones littorales des deltas sont directement soumises à des risques récurrents de raz-de-marée et de tempêtes, aux impacts redoublés du fait de la faible altitude et de la disparition de la mangrove. Les zones estuariennes sont également im-

portantes pour la reproduction des espèces aquatiques : les perturbations des zones de frayères et la surpêche y diminuent la ressource halieutique. Les changements climatiques en cours exacerbent les pressions sur l'environnement des deltas. Ils suscitent de nouveaux risques liés à la montée des eaux des océans, à l'intrusion d'eau salée dans les nappes lorsqu'il s'agit de deltas ouverts sur la mer, à la survenue de phénomènes météorologiques extrêmes (tempêtes, sécheresse,...).

L'impact des établissements humains
L'occupation humaine induit d'autres risques de perturbation. Les digues, protections contre les eaux, sont aussi les principaux axes de communication terrestre. À l'intérieur des terres, les villes et les villages, d'abord concentrés sur les buttes naturelles, s'étendent derrière les digues qui permettent d'augmenter la surface constructible et transforment les champs en terrains à bâtir, au risque de réduire l'auto-

suffisance alimentaire. Les sols meubles ou remblayés des deltas, parfois soumis à une sismicité importante, peuvent nécessiter des fondations spéciales et nécessiter un drainage à cause de la faible élévation des terres. Ces changements militent pour développer des villes de delta mieux aérées, plus ombragées et mieux construites, en mettant en œuvre des plans de drainage efficaces et en recourant à des modes constructifs mieux adaptés, le cas échéant traditionnels.



Les eaux de surface et souterraines sont souvent polluées par les activités humaines et les aires de décharge planifiées, quand elles existent, se concentrent sur les rares terrains disponibles situés hors de portée des crues et des inondations comme cela se constate par exemple au Bangladesh, à Mopti ou à Djenné dans le delta intérieur du Niger. Dans une ville endiguée, le sens des écoulements entre les réseaux urbains et

le cours d'eau qui leur sert d'exutoire s'inverse parfois et des maladies hydriques peuvent apparaître, liées au traitement insuffisant des déchets. Le danger de pollution des nappes phréatiques superficielles et des eaux de surfaces par les effluents domestiques et industriels est important. On trouve de l'arsenic naturel dans les nappes à l'intérieur de certaines couches géologiques (Bangladesh). La présence d'établissements industriels susceptibles

d'être inondés représente des risques de pollution industrielle, mais aussi des risques économiques, à l'image du coup d'arrêt porté en 2011 à la production de disques durs dans la région de Bangkok du fait de l'inondation des usines où ils étaient fabriqués.

Bassins souvent très anciens de civilisation et carrefours de routes commerciales depuis des temps reculés, les deltas recèlent un patrimoine culturel généralement important et peuvent abriter de nombreux vestiges à l'image de ceux qui subsistent dans les buttes du Delta Intérieur du Niger au Mali. Ce patrimoine archéologique nécessite des mesures importantes de protection. Les aménagements hydrauliques (Bangladesh), La présence d'établissements industriels susceptibles

extensive réduisent le débit des fleuves et soulèvent des problèmes de partage des eaux transfrontalières entre Etats, sources de conflits potentiels.

Espaces naturels riches et convoités, les deltas de peuplement cristallisent ainsi de nombreux conflits d'usage et soulèvent des enjeux graves de biodiversité. Aux côtés des écologues qui s'intéressent de très près à ces questions, il convient d'impliquer d'autres parties prenantes et champs disciplinaires : responsables politiques, politologues, habitants, ONG, urbanistes, ingénieurs hydrauliciens, sociologues, géologues, industriels, investisseurs, assureurs... La sauvegarde des deltas, réservoirs de richesses naturelles exceptionnelles et creuset d'activités humaines foisonnantes, est en effet l'affaire de tous. ■

Paris et Rio de Janeiro, une coopération urbaine Nord/Sud placée sous le signe du "durable"

André-Marie BOURLON

bourlon@apur.org

Depuis 2004, Rio de Janeiro et Paris mènent ensemble un projet pour le développement urbain durable de la zone centrale de la "métropole carioca". Cette initiative est née suite à un déplacement de Bertrand DELANOË, Maire de Paris, à Rio de Janeiro, en janvier 2004. André Marie BOURLON, directeur adjoint de l'Atelier Parisien d'Urbanisme et responsable de ce projet à l'APUR nous en rappelle ici les objectifs, les phases et les contenus.

La coopération a démarré en 2004 par un projet d'amélioration de la qualité des espaces publics du quartier São Cristóvão. Focalisé au départ sur une seule rue, le projet s'est progressivement étendu à l'ensemble du quartier. Un plan de revitalisation intégrée a été mis au point en 2007, concernant à la fois les

transports, les espaces verts, le logement et la qualité des espaces publics. Il couvre 800 hectares. Cette opération de rénovation urbaine a fait de la mixité sociale son objectif principal. Cette première expérience a conduit, en 2008, à lancer un programme beaucoup plus ambitieux de revitalisation

urbaine du centre de Rio de Janeiro. S'appuyant sur la méthode développée à São Cristóvão, les équipes parisiennes et cariocas ont étendu la démarche à l'ensemble de la zone centrale : 2 000 hectares, 210 000 habitants, 522 000 emplois). Le plan de revitalisation de la région centrale de Rio de Janeiro a

été financé par la Banque interaméricaine de développement (BID) et la mairie de Rio de Janeiro. Il a été réalisé en 2008 en étroite collaboration entre l'Institut Pereira Passos (IPP), l'Institut brésilien des administrations municipales (IBAM) et l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR).

L'étude a permis de mettre au point le montage juridique et financier de l'opération de revitalisation du centre-ville en établissant un calendrier, étape par étape, et en proposant une architecture financière et un montage institutionnel. Ce travail a démontré qu'une politique sociale ambitieuse associant la rénovation du parc de logements (1/3 de logements sociaux, 1/3 de logements intermédiaires, 1/3 de logements de haut standing) et le développement de la mixité sociale, pouvait être financièrement équilibrée et s'intégrer dans un schéma cohérent d'amélioration de la qualité de vie. Cette étude a donc contribué à l'élaboration d'une politique urbaine novatrice tant sur le plan environnemental que social. La troisième étape de coopération, de 2009 à 2011 a été celle de la concrétisation et du passage des études aux aménagements urbains. Le schéma de revitalisation de la zone

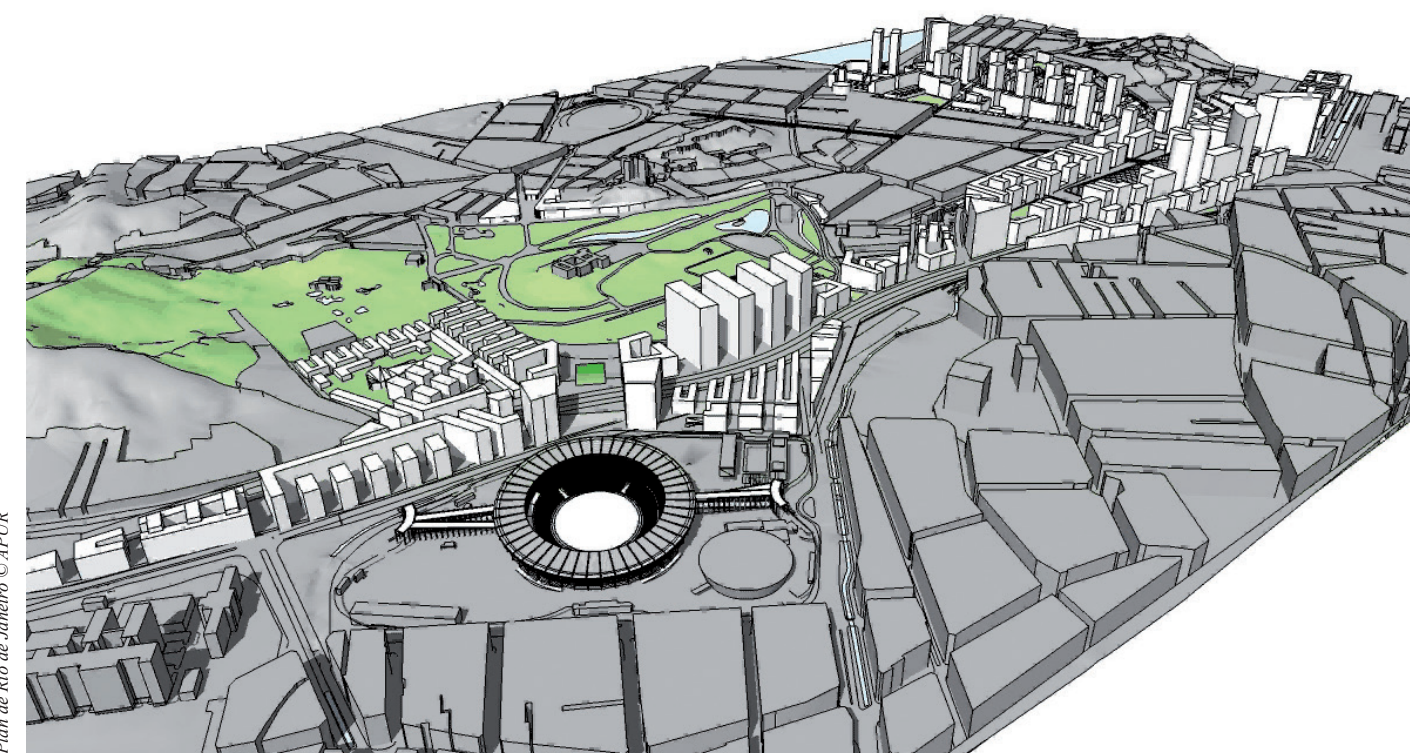
centrale a été adopté par la mairie de Rio de Janeiro au début de l'année 2009 et les premières mesures concrètes ont concerné la zone portuaire à travers le projet "Porto Maravilha", lancé à l'été 2009.

Depuis fin 2008, la mairie de Paris continue d'accompagner la mairie de Rio dans la conduite des transformations urbaines de son territoire. Des échéances importantes sont prévues, qui constituent de réelles opportunités pour le développement de la ville de Rio. En 2014 se tiendra la Coupe du monde de football et la finale aura lieu au stade Maracanã, ... En 2016, les Jeux olympiques d'été coïncideront avec l'arrivée du TGV Sao Paulo - Rio de Janeiro au centre de Rio.

Durant la dernière période, les villes de Rio de Janeiro et de Paris ont défini trois axes de coopération. Le premier concerne la revita-

lisation urbaine du quartier dégradé de Rio Comprido. Situé à proximité immédiate du centre, ce quartier abrite d'importantes favelas et présente des problématiques complexes de dégradation du cadre bâti, d'engorgement routier et de marginalisation sociale. Le programme de coopération se concentre actuellement sur l'établissement d'un projet cohérent de rénovation du quartier, selon la méthode développée précédemment à São Cristóvão et dans la logique générale mise au point pour le centre de Rio. La seconde composante du programme de coopération concerne l'amélioration du système de transports à l'échelle du centre de la ville. La dernière est enfin consacrée à l'élaboration d'un projet-pilote innovant de logement social locatif, en collaboration avec la Régie immobilière de la ville de Paris.

La coopération Nord / Sud a tout à gagner à s'inscrire dans les dynamiques de coopération décentralisée. Elle permet de travailler en prise directe avec les attentes des pouvoirs locaux. Elle permet aussi de changer d'échelle et de pouvoir intervenir aussi bien sur de « petites opérations » que sur de grands projets couvrant de vastes territoires. Elle permet enfin de mobiliser tous les services et d'assurer la transversalité et la « durabilité » des projets dans toutes leurs dimensions, qu'il s'agisse d'urbanisme, de transports, d'habitat, d'espaces publics ou d'environnement. ■



• Sommet Mondial Des Villes Durables Ecocity, Nantes 25-27 Septembre 2013

Le sommet ECOCITY 2013 vise à identifier des solutions, à mettre en avant des projets d'avenir, pour accélérer la transition vers la ville durable : www.ecocity-2013.com

• 4^e congrès mondial de CGLU Rabat 1^{er} au 4 octobre 2013

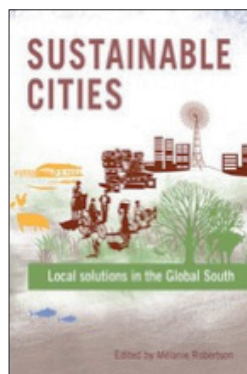
Le congrès mondial des autorités locales se tiendra en Afrique pour la première fois, sur le thème "imaginer la société, construire la démocratie" : <http://www.rabat2013.com/>

Vous pouvez consulter et vous inscrire à la veille documentaire sur les éco-quartiers en France et dans le monde réalisée par le Centre de documentation Aménagement Logement Nature (CRDALN) du MEDDE-METL :

<http://www.cdu.urbanisme.developpement-durable.gouv.fr/veille-ecoquartiers-generales-a20488.html>



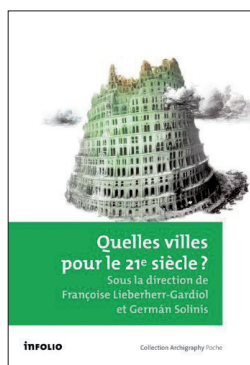
Publications



ROBERTSON,

Mélanie (éd.), 2012, Sustainable cities: Local solutions in the global South, Canada: IDRC, 178 p. (en anglais)

Cet ouvrage se penche sur des études de cas (Pérou, Ethiopie, Bangladesh, etc..) qui révèlent que des collectivités au Sud, avec la participation des citoyens, ont mis en place des solutions durables pour améliorer les conditions de vie des pauvres.



LIEBERHERR-GARDIOL,

Françoise, SOLINIS, Germán (dir.), 2012,

Quelles villes pour le 21^e siècle ?

Gollion : Infolio, 438 p.

La première partie de l'ouvrage aborde l'évolution urbaine depuis la fin de l'époque coloniale, à travers la coopération internationale. La seconde partie s'interroge sur la mondialisation et ses régulations telles la gouvernance, la démocratie participative ou le développement durable. La dernière partie présente des réponses aux défis urbains en Chine, Inde et Brésil. Pour finir, les auteurs proposent une réflexion sur l'avenir des villes.



LAVILLE, Bettina,

2012, La ville, nouvel écosystème du XXI^e siècle, Paris : Comité de prospective du Comité 21, 108 p.

L'ouvrage produit par le Comité 21 aborde les thèmes principaux de la durabilité urbaine, en considérant la ville comme un écosystème : comment intégrer, équilibrer, protéger ? Comment circuler, connecter ? Quels outils au service de la gouvernance urbaine ? Quels obstacles à la ville durable ?

Ce numéro est financé par
l'Agence française de Développement.

Directeur de publication :

Yves Dauge,

maire-adjoint de Chinon

Rédacteur en chef :

Marcel Belliot,

Président de l'Association
des professionnels
de l'urbain ADP-Villes
en développement

Comité de rédaction :

Gilles Antier

Michel Arnaud

Françine Gibaud

Louis-Jacques Vaillant

Emilie Maehara

Olivier Mourareau

Françoise Reynaud

Ce numéro a été réalisé
avec la collaboration de **Xavier Crépin**,
organisateur de la Journée AdP 2012
et trésorier de l'association
"AdP - Villes en développement"

Secrétariat de rédaction :

Agence Française de Développement

5, rue Roland Barthes

75012 PARIS

Mise en page

Ap Conseil

ISSN 1151 - 1672

Abonnement 4 n^{os} par an : 20 euros